



Assemblée générale

Distr. générale
9 décembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 54 de l'ordre du jour

Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

Rapport d'ensemble sur toutes les procédures relatives aux enquêtes sur les infractions commises à l'encontre de membres du personnel de maintien de la paix déployés par les Nations Unies et aux poursuites engagées contre leurs auteurs

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Déposé comme suite à la demande formulée par le Comité spécial des opérations de maintien de la paix dans son rapport sur les travaux de sa session de fond de 2011 (A/65/19), le présent rapport vient compléter le rapport du Secrétaire général sur la poursuite d'infractions commises contre des soldats de la paix sur le terrain (A/65/700), qui faisait suite à la demande faite par le Comité spécial à sa session de fond de 2010 (A/64/19). Au paragraphe 41 de son rapport sur les travaux de sa session de fond de 2011, le Comité spécial a prié le Secrétaire général d'établir et de soumettre, avant la fin novembre 2011, un nouveau rapport complet sur toutes les procédures relatives aux enquêtes sur les crimes commis à l'encontre de Casques bleus déployés par les Nations Unies et aux poursuites engagées contre leurs auteurs. Le Comité spécial a indiqué que ce rapport devait préciser, entre autres, les droits des pays fournissant des contingents ou des effectifs de police ainsi que la marche à suivre pour qu'ils puissent participer à tous les stades de l'enquête concernant les infractions et les actes constituant une faute grave commis à l'encontre de leurs ressortissants déployés en tant que soldats de la paix de l'ONU, ainsi qu'un avis sur la possibilité d'adapter, dans de tels cas, le mécanisme d'enquête de l'ONU tel qu'il est prévu dans le mémorandum d'accord type révisé dont l'application éventuelle à l'échelle du système a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/267 B.

2. Le présent rapport renseigne sur les éléments suivants : a) cadres juridique et juridictionnel régissant les enquêtes et les poursuites relatives à des infractions



commises à l'encontre de membres du personnel de maintien de la paix; b) pratique de l'Organisation en matière de coopération avec les États intervenant dans ces enquêtes et poursuites; c) procédures d'enquête visées dans le modèle de mémorandum d'accord révisé (voir A/C.5/63/18, chap. 9); et d) étude comparative des procédures d'enquête sur les infractions commises par ou contre des membres du personnel de maintien de la paix, selon le modèle de mémorandum d'accord révisé.

II. Régime juridique des enquêtes et des poursuites relatives aux infractions commises contre des membres du personnel de maintien de la paix

A. Compétence de l'État hôte

3. En droit international, les États accueillant des soldats de la paix des Nations Unies ont le droit et l'obligation d'enquêter sur les infractions commises contre ces derniers sur leur territoire et d'en poursuivre les auteurs. L'Organisation des Nations Unies n'a pas la capacité juridique d'ouvrir une enquête pénale à raison de ce type d'infraction.

4. Par ailleurs, la Convention de 1994 sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé oblige les États parties à adopter une législation érigeant en infraction et réprimant les atteintes contre le personnel de maintien de la paix.

5. Aux termes de l'article 9 de la Convention, chaque État partie doit considérer comme une infraction au regard de sa propre législation interne et rendre passible de peines appropriées tenant compte de la gravité de l'infraction le fait intentionnel :

a) De commettre un meurtre ou un enlèvement ou de porter toute autre atteinte contre la personne ou la liberté d'un membre du personnel des Nations Unies ou du personnel associé;

b) De porter contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport d'un membre du personnel des Nations Unies ou du personnel associé une atteinte accompagnée de violences de nature à mettre sa personne ou sa liberté en danger;

c) De menacer de commettre une telle atteinte dans le but de contraindre une personne physique ou morale à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;

d) De tenter de porter une telle atteinte; et

e) De participer en tant que complice à une telle atteinte ou à une tentative de commettre une telle atteinte, ou d'en organiser ou ordonner la perpétration.

6. Aux termes de l'article 10 de la Convention, chaque État partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 9 lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit État ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit État, ou lorsque l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité dudit État. L'article 10 dispose également qu'un État partie peut établir sa compétence aux fins de connaître de l'une quelconque des infractions visées à l'article 9 lorsqu'elle est commise par une

personne apatride qui a sa résidence habituelle dans ledit État, lorsque la victime est un ressortissant dudit État ou lorsque l'infraction est commise dans le but de contraindre ledit État à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir.

7. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport sur la poursuite d'infractions commises contre des soldats de la paix sur le terrain (A/65/700, par. 4), les dispositions des articles 9 et 10 de la Convention sont désormais presque toujours reprises dans les accords sur le statut des forces ou des missions conclus par l'ONU avec des pays dans lesquels est déployé du personnel de maintien de la paix. En outre, ces accords imposent aux États hôtes de poursuivre les auteurs d'actes visés à l'article 9 de la Convention qui sont sous leur juridiction, à moins qu'ils ne décident de les extraditer vers un autre État aux fins des poursuites. Ainsi que le prescrit le paragraphe 45 de l'accord sur le statut des forces (A/45/594), le gouvernement se charge des poursuites contre les personnes accusées d'avoir commis, à l'égard d'une opération de maintien de la paix ou de ses membres, des actes qui les auraient exposées à des poursuites s'ils avaient été commis à l'égard des forces nationales.

B. Compétence de la Cour pénale internationale

8. Les atteintes graves dirigées contre le personnel de maintien de la paix peuvent constituer des crimes de guerre au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale lorsqu'elles sont commises pendant un conflit armé présentant un caractère international [voir art. 8, par. 2, al. b) iii)] ou pendant un conflit armé ne présentant pas un caractère international [voir art. 8, par. 2, al. e) iii)]. Ainsi qu'il a déjà été précisé (A/65/700, par. 5), si les États parties au Statut de Rome sont compétents au premier chef pour ce qui est d'enquêter et d'engager des poursuites en cas de crimes de guerre, la Cour pénale internationale peut assumer cette responsabilité lorsque l'État concerné n'a pas la volonté ou est dans l'incapacité de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites, pour autant que les conditions dans lesquelles elle peut exercer sa compétence soient remplies.

C. Compétence des États de nationalité des membres du personnel de maintien de la paix victimes d'une infraction

9. Certains pays fournissant des contingents ou des effectifs de police peuvent exercer la compétence extraterritoriale dont ils jouissent en droit interne à l'égard de certaines infractions commises à l'encontre de leur personnel de maintien de la paix. Ils peuvent également avoir conclu des accords bilatéraux en vue de faciliter la coopération avec le pays hôte dans le cadre des enquêtes et des poursuites. De surcroît, ils peuvent avoir signé avec le pays hôte une convention autorisant l'extradition de quiconque a commis une infraction contre un membre du personnel de maintien de la paix vers l'État de nationalité de la victime aux fins des poursuites.

10. L'exercice de sa compétence par l'État de nationalité et toute coopération entre celui-ci et l'État hôte sont entièrement à la discrétion de l'État de nationalité et peuvent faire l'objet d'accords entre les deux États. Pour sa part, l'Organisation des Nations Unies fournit toute information utile dont elle pourrait disposer afin de faciliter les enquêtes conduites par l'État de nationalité ou l'État hôte, selon le cas.

III. Procédures actuellement en place pour enquêter sur les infractions commises contre des soldats de la paix et engager des poursuites contre leurs auteurs

A. Établissement préliminaire des faits et enquêtes administratives internes par l'Organisation des Nations Unies

11. Le plus souvent, les infractions commises contre des soldats de la paix feront, en fonction de leur gravité, l'objet d'une enquête interne de l'Organisation des Nations Unies, et donneront notamment lieu, dans certains cas, à la création d'une commission d'enquête¹. De tels incidents peuvent en effet avoir des implications administratives, financières, opérationnelles et politiques pour l'Organisation des Nations Unies, et ils doivent donc faire l'objet d'une enquête, qu'ils constituent ou non par ailleurs des infractions pénales. Ces enquêtes internes de l'ONU ne s'effectuent pas selon les prescriptions du droit pénal. Il est notamment interdit aux commissions d'enquête de se prononcer sur des questions de responsabilité juridique. Ainsi, lorsqu'elle enquête en interne sur un incident, l'Organisation des Nations Unies veille à ne rien faire qui risquerait de préjuger une enquête pénale sur l'incident en question.

12. Si l'enquête menée par l'Organisation n'est pas une enquête pénale, elle peut toutefois mettre au jour des informations ou éléments susceptibles de constituer des preuves aux fins d'une instance pénale. Ces informations ou éléments doivent donc être préservés et, le cas échéant, transmis aux autorités qui mènent une enquête pénale, et ils peuvent même être produits en justice. La communication des rapports relatifs aux enquêtes internes menées par l'ONU et des éléments de preuve connexes qui sont en la possession de l'Organisation est assujettie à certaines conditions et considérations, touchant notamment les privilèges et immunités, les obligations de confidentialité et la sûreté et la sécurité.

13. Les enquêtes internes de l'ONU peuvent aussi contribuer à identifier des témoins dont la connaissance des faits peut être critique pour le succès de l'enquête qui sera menée ou des poursuites qui seront engagées. Lorsque le témoin en cause est un soldat de la paix ou un ex-soldat de la paix, l'Organisation facilite son audition, sous réserve comme toujours des privilèges et immunités de l'Organisation, de toute obligation de confidentialité dont celle-ci peut être débitrice envers des tiers et des assurances données quant à la sécurité du témoin ou d'autres tiers innocents. Lorsque les témoins en cause sont des soldats de la paix ou d'ex-soldats de la paix, l'Organisation assure la coordination et sollicite la coopération de leurs gouvernements nationaux respectifs.

¹ Aux termes de la procédure opérationnelle normalisée relative aux commissions d'enquête publiée le 1^{er} mars 2011 et actuellement en vigueur, la constitution d'une commission d'enquête est obligatoire chaque fois qu'un membre d'une opération de maintien de la paix est blessé gravement ou tué.

B. Demande de renseignements aux autorités du pays hôte sur l'état des enquêtes menées et poursuites engagées au niveau national

14. Lorsque des infractions graves, en particulier des actes de violence ou des enlèvements, sont commises contre des soldats de la paix des Nations Unies, l'Organisation signale ces incidents au gouvernement hôte et sollicite son assistance. En cas d'actes de violence, le gouvernement hôte est prié de mener une enquête conformément à son droit interne et d'engager des poursuites contre leurs auteurs, le cas échéant, s'ils sont appréhendés. En cas d'enlèvement, le premier souci de l'Organisation est d'assurer la sécurité de la victime. Ainsi, le gouvernement hôte est prié d'abord d'intercéder auprès des auteurs de l'enlèvement pour obtenir qu'elle soit relâchée saine et sauve, puis d'ouvrir une enquête et d'engager des poursuites contre les auteurs de l'enlèvement.

15. La coopération aux enquêtes du pays hôte, et le suivi par l'Organisation de l'état d'avancement de ces enquêtes, peut s'effectuer sur le terrain dans le cadre de contacts entre la mission de maintien de la paix et les autorités du pays hôte s'agissant de telle ou telle affaire, de même que dans le cadre des réunions régulières de liaison lors desquelles l'application de l'accord sur le statut des forces est examinée. Si nécessaire, ces questions peuvent aussi être abordées au Siège de l'Organisation avec la mission permanente du pays dans lequel l'opération de maintien de la paix est déployée et où l'attentat ou autre infraction grave contre des soldats de la paix s'est produit.

C. Exemples récents de coopération aux enquêtes menées et aux poursuites engagées par un pays hôte

16. L'expérience acquise ces dernières années dans le cadre de diverses opérations de maintien de la paix donne une idée des principales caractéristiques de la coopération aux enquêtes menées et aux poursuites engagées au niveau national, ainsi que des difficultés rencontrées en la matière. La plupart des cas dans lesquels l'Organisation des Nations Unies a coopéré avec les autorités nationales aux fins d'enquêtes ou de poursuites avaient trait à des attaques armées visant le personnel de maintien de la paix, dont bon nombre ont coûté la vie à des soldats de la paix. Il importe toutefois de souligner que l'Organisation des Nations Unies n'a aucun contrôle sur ces poursuites et que, dans de nombreux cas, les autorités du pays hôte n'ont pas sollicité son assistance, même si elles ont parfois informé l'opération de maintien de la paix concernée de l'issue du procès. La mesure dans laquelle l'Organisation des Nations Unies est associée aux enquêtes et poursuites en cas d'infractions commises contre des soldats de la paix peut aussi dépendre du mandat de l'opération de maintien de la paix concernée et de la capacité des services de police et de l'appareil judiciaire du pays hôte.

17. L'Organisation des Nations Unies coopère avec les gouvernements aux fins des enquêtes et instances judiciaires engagées contre les auteurs d'infractions graves commises contre des soldats de la paix dans la mesure où ces instances se déroulent conformément aux normes internationales en matière de droit de l'homme, y compris les droits de la défense.

18. Par exemple, dans le cadre d'une mission, des attaques ayant causé la mort de soldats de la paix des Nations Unies ont fait l'objet d'une enquête par la police militaire de la mission, secondée par les autorités de police nationales. Mandatée pour aider la police nationale à former son personnel et à renforcer ses capacités, la mission en question a été systématiquement priée de prêter son concours aux enquêtes portant sur les infractions graves et d'en assurer la direction. Dans le cadre d'une autre opération de maintien de la paix, l'Organisation a coopéré avec les autorités du pays hôte pour faciliter la déposition d'ex-soldats de la paix de cette opération aux fins des poursuites engagées contre une personne accusée de meurtre en relation avec des tirs qui avaient causé la mort de trois collègues des intéressés en juillet 2009. L'Organisation et l'État de la nationalité des deux soldats de la paix qui étaient présents lors de l'incident et avaient été rapatriés une fois leur service accompli ont pris des dispositions pour que ces derniers puissent retourner dans le pays hôte pour témoigner au procès. Le tribunal a acquitté l'accusé au motif qu'il avait été irrégulièrement identifié lors du « tapissage » ayant fait suite à son arrestation.

19. Dans le cadre d'une autre mission, les autorités du pays hôte ont arrêté trois personnes accusées d'un attentat commis en 2003 qui avait causé la mort de deux observateurs militaires des Nations Unies ; ces trois personnes n'ont pas encore été jugées. Les autorités ont aussi arrêté et traduit en justice neuf personnes en relation avec un attentat commis en 2010 qui a causé la mort de trois soldats de la paix des Nations Unies et en a blessé trois autres. L'un des accusés a été reconnu coupable et condamné à mort, trois ont été condamnés à la réclusion à perpétuité et un autre condamné à 60 mois d'emprisonnement. Quatre des accusés ont été acquittés faute de preuves. À la suite d'un attentat perpétré contre des soldats de la paix des Nations Unies le 4 avril 2010 dans le cadre de la même mission de maintien de la paix, huit suspects ont été arrêtés par les autorités du pays hôte. Sur les huit, trois ont été condamnés à la réclusion à perpétuité, un a pris la fuite et les quatre autres sont actuellement jugés. Le pays hôte a tenu la mission informée de l'état des procédures. De plus, comme la fourniture d'un appui aux forces armées et à la police nationale du pays hôte fait partie du mandat de la mission, l'Organisation des Nations Unies a aidé les autorités nationales à enquêter sur les attentats commis contre des soldats de la paix.

20. Dans le cadre d'une autre mission de maintien de la paix, les autorités du pays hôte sont toujours en train d'enquêter sur un attentat commis contre des soldats de la paix en juin 2007 au moyen d'un engin explosif artisanal qui a fait six victimes, ainsi que sur un attentat similaire perpétré le 26 juillet 2011 contre le convoi logistique de la mission, lors duquel trois soldats ont été gravement blessés. S'agissant de la même mission, une personne a été poursuivie par les autorités du pays hôte et condamnée à trois ans d'emprisonnement pour un attentat commis au moyen d'un engin explosif artisanal qui a blessé deux soldats de la paix le 8 janvier 2008. Le tribunal de cet État a aussi jugé et condamné à la réclusion à perpétuité quatre autres individus accusés d'avoir pris part à l'attentat. Dans tous ces cas, la mission a mené ses propres enquêtes internes et, dès la publication du rapport de la police militaire, a établi une commission d'enquête. Comme les enquêtes internes ne sont pas des enquêtes pénales, les autorités du pays hôte demeurent tenues de mener à bien les enquêtes et les poursuites engagées contre les auteurs des infractions s'ils sont appréhendés.

21. Dans le cas d'une autre mission, la police militaire de l'ONU poursuit son enquête sur des coups de feu tirés par des inconnus qui ont causé la mort d'un soldat

de la paix alors qu'il montait la garde le 9 avril 2011. La police militaire a été aidée dans cette enquête par celle du pays hôte, qui a mené un examen de police scientifique des lieux où les coups de feu ont été tirés. L'enquête de la police militaire de la mission a été précédée d'une enquête menée par une commission d'enquête en application des procédures du pays ayant fourni le contingent concerné. À ce jour, aucun suspect n'a été identifié.

22. Une autre mission de maintien de la paix a coopéré avec la police et la justice du pays hôte aux fins de l'enquête menée par celles-ci à la suite de plusieurs infractions graves commises contre des policiers des Nations Unies : le 12 avril 2008, un policier des Nations Unies a été tué par balle alors qu'il était au marché local avec deux collègues; le 4 novembre 2010, un policier des Nations Unies a été tué à son domicile; le 14 mai 2011, un vol à main armée a été commis contre trois policiers des Nations Unies à leur domicile et le 19 août 2011, un policier des Nations Unies a été tué par balle par les auteurs d'un vol à main armée.

23. Dans le cas du meurtre commis au marché, l'Organisation des Nations Unies a pris les dispositions voulues pour que trois collègues du défunt, qui avaient été rapatriés une fois leur service terminé, retournent dans le pays hôte pour être entendus par le juge d'instruction saisi de l'affaire. Deux suspects ont été arrêtés et accusés de meurtre et, bien que tous deux se soient évadés, l'un d'eux a depuis été repris et est en instance de jugement. La mission a aussi aidé le juge d'instruction à reconstituer le dossier de l'affaire, les archives du pays hôte ayant été détruites lors d'une catastrophe naturelle. Dans le cas du policier des Nations Unies trouvé mort à son domicile le 4 novembre 2010, deux suspects ont été arrêtés et accusés de meurtre. En ce qui concerne les trois policiers victimes d'un vol à main armée à leur domicile le 14 mai 2011, la mission a porté plainte auprès des autorités du pays hôte. Suite à cette plainte, ces autorités ont ouvert une enquête, dans le cadre de laquelle les trois policiers ont été entendus par le juge d'instruction. Le policier qui a survécu à l'attaque armée du 19 août 2011 ayant entraîné la mort de son collègue avec lequel il résidait a aussi été entendu par le juge d'instruction.

24. La coopération entre l'opération de maintien de la paix des Nations Unies et les autorités nationales chargées de l'enquête peut avoir lieu sur le terrain ou au Siège de l'Organisation en fonction des problèmes qui se posent et des circonstances de l'affaire. Sur le terrain, la coopération aux enquêtes et poursuites peut faire intervenir la section de la sécurité civile, la police militaire et la composante police civile de la mission ou le Bureau des services de contrôle interne. Dans leurs relations avec les autorités nationales, ces services sont assistés ou conseillés par le bureau juridique de la mission, le cas échéant. La coopération aux poursuites est coordonnée par le bureau juridique de la mission et peut faire intervenir d'autres bureaux de celle-ci, par exemple ses composantes état de droit ou justice. Lorsque les autorités de l'État hôte de l'opération de maintien de la paix n'ont pas les capacités voulues et si le mandat de la mission le permet, celle-ci peut aussi contribuer à l'appréhension des suspects et à leur remise aux autorités compétentes.

25. Il convient aussi de noter que deux des cinq États hôtes ayant mené des enquêtes et engagé des poursuites après des attentats visant des soldats de la paix des Nations Unies en application de leur législation interne n'ont pas accédé à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. Les trois autres États sont parties à la Convention. Ces États ont tous les cinq conclu un accord sur le statut des forces avec l'Organisation des Nations Unies; 4 des

5 accords en question comprennent des dispositions expresses reproduisant les paragraphes 9 et 10 de la Convention, qui oblige les États qui y sont parties à ériger en infraction et à réprimer les attaques contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé.

IV. Description des procédures d'enquête prévues dans le modèle de mémorandum d'accord

26. Les procédures d'enquête prévues dans le modèle de mémorandum d'accord révisé, qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/267 B, définissent et soulignent la responsabilité et le rôle des pays fournissant des contingents en cas de faute commise par les membres de ces contingents. Ces procédures ne prévoient qu'un rôle limité pour l'Organisation des Nations Unies, qui peut mener des investigations préliminaires en vue d'établir les faits dans la mesure où le pays fournissant le contingent n'a pas ouvert sa propre enquête et tant qu'il ne l'a pas fait. Dans la mesure où les fautes commises par le personnel d'un contingent militaire constituent également des infractions pénales, elles relèvent de la compétence exclusive du pays fournissant le contingent en application de l'alinéa b) du paragraphe 47 de l'accord sur le statut des forces et du modèle de mémorandum d'accord révisé. En vertu de ce principe, les infractions commises par les membres d'un contingent militaire relèvent aux fins des enquêtes de l'autorité du pays qui a fourni ce contingent et aux fins des poursuites du droit interne de ce pays. Il importe de rappeler que ces procédures d'investigation ne s'appliquent qu'aux fautes commises par des membres des contingents militaires nationaux et ne concernent donc pas les unités de police constituées, dont les membres ne sont pas assujettis à la compétence exclusive de l'État dont ils ont la nationalité et qui peuvent donc être poursuivis par le pays hôte en application de son droit interne s'ils commettent des infractions sur le territoire de ce pays².

27. Dans la mesure où une infraction commise par un membre d'un contingent militaire a des implications opérationnelles, administratives et juridiques pour l'Organisation des Nations Unies, le rôle de celle-ci, aussi limité soit-il, a été défini dans le modèle de mémorandum d'accord.

28. À cet égard, et aux termes du paragraphe 2 de l'article 7 *quater* du modèle de mémorandum d'accord, l'Organisation doit, si elle a des motifs suffisants de croire qu'un membre du contingent national du Gouvernement a commis une faute ou une faute grave, en informer le Gouvernement. En cas de faute grave, elle prend immédiatement des mesures pour préserver les preuves relatives à l'incident et elle peut ouvrir une enquête préliminaire en vue d'établir les faits; cette enquête peut

² Selon les directives publiées par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, les procédures d'enquête applicables aux membres de la police civile et aux observateurs militaires s'appliquent également aux membres des unités de police constituées. En conséquence, les fautes de ces derniers feront l'objet d'une enquête préliminaire menée par la mission de maintien de la paix concernée et peuvent être portées devant une commission d'enquête, comme le prévoit les directives de 2003 relatives aux procédures disciplinaires concernant des policiers civils (annexe 11 des Directives de 2006 applicables aux unités de police constituées affectées à des opérations de paix). Les rapports de ces enquêtes préliminaires et commissions d'enquête peuvent être communiqués aux États concernés lorsque les circonstances le permettent, y compris aux États qui mènent des enquêtes pénales sur les mêmes faits.

être menée par le Bureau des services de contrôle interne jusqu'à ce que le Gouvernement ouvre sa propre enquête. L'équipe chargée de l'enquête préliminaire doit comprendre un représentant du Gouvernement. L'Organisation communique à celui-ci un rapport détaillé sur cette enquête préliminaire.

29. Aux termes du paragraphe 3 a) de l'article 7 *quater* du modèle de mémorandum d'accord, si le Gouvernement ne fait pas savoir à l'Organisation, au plus tard 10 jours après avoir été informé par celle-ci d'une allégation de faute grave, qu'il a l'intention de mener sa propre enquête sur cette allégation conformément au mémorandum d'accord, l'Organisation peut également ouvrir une enquête administrative. L'équipe chargée de cette enquête doit comprendre un représentant du Gouvernement, si le Gouvernement en nomme un. L'Organisation doit faire part au Gouvernement de ses conclusions et des éléments de preuve qu'elle a pu réunir lors de l'enquête.

30. Un nombre croissant d'enquêtes sont menées en application de leur droit interne par les gouvernements fournissant du personnel de maintien de la paix dans le cadre du mémorandum d'accord. Excepté dans les cas, dont le nombre va en diminuant, dans lesquels l'Organisation des Nations Unies peut mener une enquête préliminaire pour établir les faits ou une enquête administrative, le rôle de l'Organisation consiste à « aider les enquêteurs nationaux, au besoin, dans la conduite de leurs investigations en ce qui concerne par exemple l'identification et l'audition de témoins, l'enregistrement des dépositions, la réunion des preuves documentaires et scientifiques et la fourniture d'un appui administratif et logistique ». Aux termes du paragraphe 4 e) de l'article 7 *quater* du modèle de mémorandum d'accord, sous réserve de ses lois et règlements nationaux, le Gouvernement communique à l'Organisation des Nations Unies les conclusions des enquêtes menées par ses autorités compétentes, y compris les enquêteurs nationaux, sur d'éventuelles fautes ou fautes graves commises par les membres de son contingent national.

V. Résumé comparatif des enquêtes menées dans le cadre du modèle de mémorandum d'accord révisé sur les infractions commises contre et par des soldats de la paix

31. Le modèle de mémorandum d'accord définit les dispositions types des accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres qui fournissent des contingents militaires pour des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Ces dispositions ont trait aux modalités des enquêtes menées en cas d'infractions commises par des soldats de la paix. En cas d'infractions commises contre des soldats de la paix, les enquêtes relèvent de la responsabilité du pays hôte et sont assujetties à la législation de ce pays, comme le prévoit l'accord sur le statut des forces et conformément au droit international. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur la répression des infractions commises contre des soldats de la paix sur le terrain (A/65/700, par. 7), en raison de cette distinction, les modalités susvisées ne sont adaptables que dans la mesure où, dans les deux cas, l'Organisation fournira, en ce qui concerne une infraction donnée, les informations qu'elle jugera nécessaires, recueillies dans le cadre d'une enquête interne ou par une commission d'enquête, et elle pourra en outre faciliter l'audition de témoins ou de

victimes pour aider l'État Membre concerné à s'acquitter de son obligation de mener l'enquête ou d'engager les poursuites requises.

32. L'Organisation des Nations Unies n'a ni le pouvoir ni les moyens d'ouvrir des enquêtes pénales s'agissant d'infractions commises sur le territoire de l'État hôte, que ces infractions soient commises par ou contre des soldats de la paix. Comme indiqué ci-dessus, l'Organisation ne peut mener qu'une enquête administrative interne. En cas de faute ou de faute grave commise par ces soldats de la paix, elle peut mener une enquête préliminaire pour établir les faits ou une enquête administrative, en fonction des circonstances. Du point de vue du droit pénal et de la procédure pénale, ces enquêtes sont limitées dans leur portée parce que, juridiquement, l'Organisation des Nations Unies ne peut obliger des témoins à coopérer à ses enquêtes et qu'il peut exister, dans le code de procédure pénale des États Membres, des dispositions faisant obstacle à l'admission en justice des rapports d'enquête de l'Organisation. De plus, s'agissant des enquêtes menées sur des actes commis par les membres des contingents militaires, l'Organisation ne peut enquêter que dans la mesure où le pays fournissant le contingent intéressé n'a pas ouvert sa propre enquête et que tant qu'il ne l'a pas fait.

33. Dans le cadre de ces procédures, qu'elle agisse en application du modèle de memorandum d'accord révisé ou des procédures opérationnelles permanentes (par exemple celles relatives aux commissions d'enquête), l'Organisation des Nations Unies prend bien soin de ne pas intervenir ni s'immiscer dans les enquêtes pénales dont les autorités nationales ont la responsabilité. Toutefois, si elle découvre des éléments susceptibles de constituer des preuves aux fins de l'ouverture d'une enquête pénale ou de l'engagement de poursuites, elle coopérera, selon que de besoin, avec les enquêteurs ou magistrats de l'État hôte pénalement compétent en l'espèce.

VI. Conclusion

34. Les poursuites et les procès pénaux, qu'ils concernent des infractions commises par ou contre des soldats de la paix, sont menés conformément aux lois relatives à la procédure pénale et à l'administration de la preuve de l'État exerçant sa compétence en l'espèce, à savoir les lois du pays qui fournit le contingent s'agissant des infractions commises par des soldats de la paix des Nations Unies ou celles de l'État hôte s'agissant des infractions commises contre des soldats de la paix des Nations Unies. La loi nationale applicable peut varier considérablement d'un pays à l'autre.

35. D'un point de vue pratique, on voit mal comment les procédures d'enquête prévues en cas de faute ou de faute grave dans le modèle de memorandum d'accord pourraient servir à élaborer des règles d'application générale régissant les enquêtes pénales dans les différents pays. De plus, comme les enquêtes concernant les fautes ou les fautes graves commises par les soldats de la paix, d'une part, et les infractions commises contre des soldats de la paix, de l'autre, sont menées par des États différents conformément à leurs législations nationales respectives, il est d'autant plus difficile pour l'Organisation des Nations Unies de proposer les procédures prévues dans le modèle de memorandum d'accord, en les adaptant ou non, comme règles d'application générale aux fins des enquêtes sur les infractions commises contre des soldats de la paix relevant de leur compétence.